

# ATTAQUE CONTRE LE COMMANDEMENT RÉGIONAL DE LA GENDARMERIE

## Un mort et trois blessés dans un attentat à Ouargla

*Un attentat à la voiture piégée a ciblé, hier matin, le siège du commandement régional de la Gendarmerie nationale de Ouargla. Un gendarme a été tué et trois autres blessés.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - La ville de Ouargla a été secouée, hier, à l'aube par un attentat. Aux environs de 5 heures, un terroriste à bord d'un véhicule a tenté de forcer le périmètre de sécurité du siège du quatrième commandement régional de la Gendarmerie nationale. «Devant la riposte rapide des gendarmes, le véhicule a heurté les obstacles placés à l'entrée

principale du siège avant d'exploser», précise le ministère de la Défense nationale dans un communiqué de presse. L'attaque terroriste a causé la mort d'un jeune officier au grade de lieutenant et blessé trois gendarmes. Le communiqué officiel fait également état de «dégâts matériels occasionnés au poste de contrôle» de la bâtisse qui abrite le quatrième commandement

régional de la Gendarmerie nationale. Notons que le siège de ce commandement se trouve dans une zone sécurisée où sont situées l'ensemble des structures militaires de la 4<sup>e</sup> Région. Le terroriste, décédé lors de cette action kamikaze, a lancé son attaque au moment de la relève de la garde du matin. Aussi est-il important de relever que c'est la première fois que Ouargla est la cible d'un attentat terroriste. Depuis le début de ce phénomène, cette ville garnison n'a jamais été la cible d'une quelconque action des groupes islamistes armés.

**La piste Mujao ?** L'attaque contre le quatrième commandement de la Gendarmerie nationale n'a été revendiquée par aucun groupe terroriste. Cet attentat-suicide est quasiment identique à celui qui a visé, le 3 mars dernier, le siège du groupement de Gendarmerie nationale de Tamanrasset. Mode opératoire et cible identiques. L'attaque, qui avait fait 23 blessés, avait été revendiquée par le Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un groupe terroriste qui se présente comme une faction dissidente

d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Le Mujao est apparu au grand jour en octobre 2011 lors du kidnapping de trois Européens dans un camp de réfugiés sahraouis de Tindouf. Le Mujao semble privilégier les actions à haute valeur médiatique puisqu'il est également l'auteur de l'enlèvement du consul et de six diplomates algériens en poste dans la ville malienne de Gao. Kidnappés le 5 avril dernier, ils sont toujours entre les mains de ce groupe terroriste.

**T. H.**

### FONDATION ÉMIR ABDELKADER

#### Pour une journée commémorative

Créée depuis 20 ans, la Fondation émir Abdelkader œuvre pour que le 27 novembre devienne la journée internationale de l'émir Abdelkader. «L'émir Abdelkader est un personnage national et mondial, et de par sa personnalité et sa pensée, son combat et ses réalisations, il mérite une date de commémoration tel le 16 avril, journée du Savoir, dédié à Ibn Badis», a souligné Mohamed Boutaleb, président de la Fondation, ce jeudi, au forum d'El Moudjahid, à Alger. Il estime, toutefois, que l'école algérienne, à travers les manuels scolaires, n'a pas accordé «assez d'importance» à ce personnage de l'histoire de notre pays. S'agissant du film sur l'émir Abdelkader dont le projet remonte à 2007, l'intervenant précisera que c'est le scénario qui fait défaut. «Nous attendons un bon scénario qui rapportera fidèlement la vie et le parcours notamment spirituels de l'émir Abdelkader. Nous voulons un film aux normes mondiales qui sortira dans plusieurs langues», explique-t-il. Pour sa part, le président du conseil scientifique de la Fondation, Zaïm Khenchelaoui, est revenu sur l'étendue de la «célébrité» de l'émir Abdelkader. «Outre la ville américaine qui porte le nom d'El Kader, plusieurs places et rues à travers le monde ont été baptisées au nom de l'Emir. Même en France, des rues portent son nom, à Paris et à Lyon», dira-t-il. Un «symbole», ajoute-t-il, tant admiré par de nombreux pays, notamment africains et de l'Amérique latine. Il soulignera que les écrits de l'émir Abdelkader ont été traduits dans d'autres langues, même en thaïlandais et pakistanais, et sont enseignés dans de grandes universités à travers le monde. «C'est un grand personnage et sa réussite et son rayonnement sont encore d'actualité», dira-t-il.

D'ailleurs, poursuit-il, «en Indonésie, il existe des projets universitaires pour enseigner la pensée de l'émir Abdelkader pour s'inspirer de sa personnalité». Par ailleurs, le président du conseil scientifique de la Fondation a indiqué que le congrès sur l'émir Abdelkader, tenu pour la première fois dans le cadre de Tlemcen, capitale de la culture islamique», deviendra une «tradition» biannuelle. «Ce congrès se tiendra désormais tous les deux ans dans une ville différente de l'Algérie. Il regroupera des spécialistes du personnage et de la pensée de l'émir Abdelkader», a-t-il souligné.

**Rym Nasri**

### SON PROCÈS A EU LIEU JEUDI DERNIER À LA COUR D'ALGER

## L'émir d'Al-Qaïda au Maghreb condamné à mort

*La peine capitale a été prononcée jeudi par le tribunal criminel près la cour d'Alger à l'encontre du chef terroriste d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droukdel, et sept autres terroristes, dont six en fuite. Droukdel, dit Abou Mossâb Abdelouadoud, et six autres accusés, en fuite, ont été condamnés à mort par contumace.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La même instance judiciaire a prononcé l'acquiescement en faveur de deux autres prévenus poursuivis dans cette affaire pour les chefs d'accusations d'«attentat à l'explosif et assassinats». Il s'agit de Nabil Brahimi et Mohamed Chemami, en détention préventive depuis près de deux années. Pour rappel, le représentant du ministère public avait requis la peine de mort à l'encontre de tous les mis en cause dans cette affaire. La même instance judiciaire n'a cependant pas requis de peine à l'encontre du fondateur et ancien chef de l'ancêtre d'Aqmi, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), Hassan Hattab, et son ancien numéro deux, Saïfi Amar, dit Abderrezak le Para, qui faisaient partie des douze accusés. Les deux hommes font l'objet de finalisation de la procédure de contumace, étant donné qu'ils sont considérés en état de fuite, selon le parquet. Abderrezak le Para, emprisonné en Algérie depuis 2004, est l'auteur de l'enlèvement de 32 touristes européens en 2003 dans le Sahara algérien. Il attend depuis son jugement, son procès a été reporté à plusieurs reprises en raison de l'absence de l'accusé. Hassan Hattab, placé dans un lieu sûr après la levée de l'état d'urgence

en février 2011, a été ensuite libéré et mis sous contrôle judiciaire, selon des sources judiciaires. Hattab, qui s'est rendu aux autorités fin septembre 2007, avait été exclu du GSPC, rallié en septembre 2006 au réseau terroriste Al-Qaïda et rebaptisé depuis Aqmi. Le procès, qui s'est tenu jeudi dernier au niveau de la cour d'Alger, a fait ressortir que Mohamed Toumi avait rejoint le maquis au début des violences islamistes, en 1992, et a été reconnu coupable notamment de l'assassinat de cinq militaires en 1993 à Boumerdès, de 8 gendarmes et 14 policiers en 1994, à Tizi Ouzou, et de huit autres soldats en 2006. Il a été capturé le 18 mars 2007, lors d'un accrochage entre son groupe et une unité des troupes spéciales de l'armée de Haïzer dans la wilaya de Bouira. Une opération lors de laquelle il

a tué 3 militaires dont 2 officiers. Toumi Mohamed a reconnu, lors de l'enquête préliminaire, son appartenance à un groupe terroriste activant dans la région de Bouira et a divulgué les noms de ses éléments. Il a également reconnu son implication ainsi que celle de son groupe dans de nombreuses opérations terroristes, dont des attentats à l'explosif, des massacres et des enlèvements. Pour rappel, les terroristes cités dans cette affaire sont poursuivis pour «formation et adhésion à un groupe terroriste et implication dans des massacres, enlèvements, tortures et attentats à l'explosif dans des lieux publics». Il est à noter qu'au début du procès, un fait inédit s'est produit, dont le prévenu Toumi est à l'origine. Ce dernier, contre toute attente, n'y est pas allé par quatre chemins pour porter à la connaissance du président du tribunal criminel qu'il ne reconnaissait pas M<sup>e</sup> Khenouf Khadria qui assurait à quelques minutes de l'ouverture du procès sa défense. Surprise, cette dernière s'est aussitôt décidé de se déconstituer de cette affaire.

**A. B.**

### TERRORISME

## Le procès de 7 accusés reporté

Le tribunal criminel près la cour d'Alger a reporté jeudi l'affaire de 7 accusés, dont Kobbi Hocine qui est à l'origine du démantèlement d'une cellule du groupe islamiste armé (GIA), à Alger. Selon l'arrêt de renvoi, les prévenus doivent répondre des chefs d'accusation d'«appartenance à un groupe terroriste, homicide, attentats à l'explosif contre des lieux publics ayant fait plusieurs morts et blessés, enlèvement et viol».

Le juge Mohamed Regad a ajourné l'affaire pour la prochaine session pénale en raison de l'absence d'un des accusés, détenu à la prison de Batna.

**A. B.**

### CÉRÉMONIE DE RECUEILLEMENT AU PALAIS «MOHAMED BOUDIAF» DE ANNABA

## Le souvenir et l'émotion

Ce 29 juin 2012, et comme d'habitude, il y avait les fidèles, ceux qui, depuis 1994, date de l'érection du buste élevé en sa mémoire, viennent ici pour rendre hommage à Si Tayeb El Watani. En ce 20<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, il y avait certes un peu plus de monde que d'habitude mais on était loin de la grande foule. Sous un soleil de plomb, les vieillards qui étaient présents – il y avait très peu de jeunes – ont tenu à rappeler les qualités du grand révolutionnaire, lâchement abattu, ici même, à quelques mètres de la stèle érigée pour perpétuer le souvenir et combattre l'oubli. Il n'y avait aucun officiel et le seul représentant d'un parti politique était M. Hocine Ali, du MDS. Après la lecture d'un poème émouvant

par un citoyen-poète à la mémoire du défunt, la parole fut prise par M. Hocine Boumdakhen d'une aile dissidente du MDS, ancien militant actif du PAGS, qui annonça la création d'un nouveau parti de la mouvance démocrate. Après la lecture de la *Fatiha*, tout le monde s'est promis de se retrouver ici l'année prochaine, en espérant qu'il y aura beaucoup plus de monde. A relever la présence d'un jeune Béjaoui qui aura fait le voyage spécialement pour cette cérémonie, ainsi que celle du jeune Taïfi, fils du membre de l'OS, feu Taïfi Ahmed, qui n'a jamais pleuré de sa vie, sauf le jour de la mort de Mohamed Boudiaf...

**R. A.**



### Précisions à propos de l'article : «Le curieux voyage du buste de Mohamed Boudiaf»

Dans l'article intitulé «Le curieux voyage du buste de Mohamed Boudiaf», certaines erreurs ont glissé que nous nous empressons de corriger ici-même : les bénéficiaires de villas citées dans l'article n'étaient pas propriétaires. Ils avaient des titres de locataires en bonne et due forme et ne pouvaient prétendre à la propriété puisque la loi sur la vente des biens de l'Etat n'est intervenue que dans les années 1980. Néanmoins, ils étaient les mieux placés pour les acquérir si la machine de la corruption et du vol ne s'était pas mise en marche. Les magistrats n'étaient pas tous corrompus et nous nous excusons auprès des parents de ceux qui ne sont plus de ce monde et qui se sont sentis visés par notre article. Néanmoins, nous maintenons tout ce que nous avons dit à propos des autorités locales et de leurs complices du corps de la justice qui ont délesté des citoyens des villas qu'ils occupaient pour se les accaparer. Par ailleurs, nous avons fait part de l'utilisation des détenus pour sortir les meubles des familles expulsées ; ce qui n'était pas vrai puisque, après de minutieux recoupements, il s'avère que c'est la wali de l'époque, avec l'appui du procureur général, qui a requis la force publique – sur décision de justice – pour sortir des familles et donner les villas aux responsables, juges, procureurs et amis. Le procureur général a été le premier bénéficiaire d'une résidence.

L'affaire date de quarante-deux ans. On peut dire que c'est une affaire classée. Mais les mœurs ont-elles changé ?

**M. F.**

### CIMETIÈRE D'EL-ALIA

## L'hommage des compagnons

De nombreuses personnes se sont recueillies, hier matin, sur la tombe de Mohamed Boudiaf lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la vingtième année de son assassinat. Des citoyens anonymes, des représentants de la société civile ainsi que d'anciens dirigeants politiques et militaires étaient présents au cimetière El-Alia. Parmi eux, Ali Haroun et le général Khaled Nezzar — deux membres du Haut Conseil d'Etat — l'ex-chef du gouvernement Rédha Malek ainsi que le général major Mohamed Touati, conseiller de Abdelaziz Bouteflika. «Ce que Mohamed Boudiaf a fait pour le pays restera gravé dans l'esprit des jeunes et dans la mémoire des Algériens», a souligné Rédha Malek en indiquant que cette cérémonie de recueillement était organisée par «les compagnons et les amis du défunt président». Notons que l'épouse de l'ancien chef d'Etat ainsi que son fils Nacer n'étaient pas présents, hier, au cimetière El-Alia. Né à M'sila le 23 juin 1919, Mohamed Boudiaf a été militant au sein du Parti du peuple algérien puis membre de l'Organisation spéciale. En 1954, il fait partie des membres fondateurs du Front de libération nationale. Le 22 octobre 1956, il est capturé par les autorités françaises lors du détournement d'un avion qui le menait, en compagnie d'Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed et Mustapha Lacheraf, de Rabat à Tunis.

**T. H.**